

mesures d'ajustement pour aider les employés et les industries perdantes dans cette entente. Taux d'intérêt: cinq point plus haut que les Américains, rendant impossible la modernisation de nos entreprises. Et un maintien du dollar au-delà de 80 cents, ce qui nuit gravement à nos industries exportatrices. Le résultat: la perte de 160 000 emplois manufacturiers, et l'appauvrissement de l'agriculture canadienne.

Maintenant, le gouvernement va nous dire que ses politiques étaient importantes pour gagner la lutte contre l'inflation. Et, encore, le gouvernement a tort.

• (1250)

Permettez-moi de vous citer le Conseil économique, la semaine dernière, au sujet de la lutte contre l'inflation: «Nous avons appris, à nos dépens, que combattre l'inflation au moyen d'une politique monétaire restrictive ne donne des résultats que s'il s'ensuit une récession, ce qui réduit l'emploi, les investissements et les ventes à l'exportation. Nous devrions donc chercher d'autres solutions.»

Monsieur le Président, la politique économique de ce gouvernement est désuète. Notre économie est sclérosée; nous ne sommes plus concurrentiels et notre face économique se dégrade. Quoi faire? C'est très clair. Il faut rapidement se rajuster et prendre le train de la compétitivité et c'est dans ce contexte que j'aimerais vous parler de développement durable.

[Traduction]

Notre économie tombe en ruine. Il va falloir que la politique gouvernementale change du tout au tout si nous voulons nous sortir du marasme, et c'est dans ce contexte que je voudrais situer le débat sur le développement durable pour les quelques prochaines minutes.

Permettez-moi d'abord de vous toucher un mot de la protection de l'environnement. Selon moi et selon tous les députés de ce côté-ci de la Chambre, la protection de l'environnement n'a pas besoin de soutien financier. La protection de l'environnement est une valeur morale. Nous faisons partie d'un écosystème. Nous n'en sommes pas les maîtres. Il se peut qu'au tout début de la préhistoire, quand la race humaine devait lutter pour sa survie, il ait été indispensable d'avoir la suprématie sur la nature. Depuis la révolution industrielle, toutefois, nous avons acquis la capacité d'anéantir la planète que nous habitons et plus rien ne justifie que nous continuions d'appliquer un tel principe.

Les crédits

La protection de l'environnement est une valeur morale. Je ne soulève pas la question du développement durable en raison du soutien financier qu'il exige. Au contraire, je le fais parce que je suis convaincu qu'il est pratiquement impossible d'avoir une économie forte sans tenir compte des besoins de l'écosystème dans lequel nous vivons sur la Terre.

Qui plus est, je crois qu'il est impensable, si les calculs sont bien faits, de réaliser un projet —qu'il soit municipal, provincial, fédéral, industriel ou privé— qui serait préjudiciable à l'environnement. C'est mal calculer que de penser qu'on peut impunément réaliser un projet dommageable à l'environnement, car le prix que devront payer les générations à venir sera tel que tous les bénéfices que vous pourriez tirer du projet seront engloutis. Si vous n'êtes pas totalement convaincus, voyez un peu ce qui se passe en Europe de l'Est, où l'on assiste à d'horribles scènes de pillage parce qu'on a oublié de tenir compte de l'environnement quand on a entrepris de reconstruire l'économie sur des bases nouvelles. Des sociétés entières sont maintenant ruinées parce qu'elles n'ont pas compris qu'on ne peut pas porter atteinte à l'air que l'on respire et à l'eau que l'on boit et espérer rester compétitifs dans le secteur agricole.

Qu'est-ce que le développement durable? Certains l'ont défini comme un indicateur, plutôt que comme un objectif précis à viser. Je suis d'accord sur ce point. J'ai toujours aimé la définition de développement durable que nous ont donnée les Haidas de la Colombie-Britannique. Ils considèrent que l'environnement, la terre, n'est pas un héritage que nous ont légué nos ancêtres, mais, plutôt, un bien très précieux que nous empruntons à nos petits-enfants.

Plus récemment, le premier ministre de la Norvège, M^{me} Brundtland, a défini cette notion comme une forme de développement qui satisfait aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures de subvenir aux leurs.

Hélas!, le développement durable ne semble pas faire partie du vocabulaire du gouvernement actuel. Le gouvernement n'a pas jugé bon d'insérer les mots «développement durable» dans le préambule du projet de loi C-78, Loi de mise en oeuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale ni dans les objectifs que cette dernière doit viser. Nous sommes sur le point d'entrer dans une nouvelle ère de développement qui respecte davantage l'environnement, et le gouvernement n'a même pas la lucidité qu'il faut pour saisir où s'en va le